

Unité Départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, 04/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EGM WIND

6 place de la madeleine
75008 Paris

Références : 2023.270

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement EGM WIND, implanté au lieu-dit « Les landes du tertre », 22210 La Prénessaye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réalisée le 25 septembre 2023 sur l'éolienne référencée E5 du parc exploité par EGM Wind sur la commune de La Prénessaye, s'est déroulée de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EGM WIND
- Les landes du tertre, 22210 La Prénessaye
- Code AIOT : 0005517638
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Saint-Barnabé, sur la commune de la Prénessaye, est autorisé par l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2008. Il comprend un poste de livraison et cinq éoliennes de 140 à 150 mètres de haut qui, chacune, délivre une puissance électrique de 2 MW.
L'éolienne référencée E5, objet du contrôle, est implantée dans une zone agricole cultivée.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions constructives - accès au site ;
- Exploitation : accès aux installations ;
- Exploitation : identification et consignes ;
- Risques : consignes de sécurité ;
- Risques : procédures en cas de dysfonctionnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Disposition constructive	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
4	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
5	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 25 septembre 2023 a, notamment, pour objectif de contrôler l'application des consignes et des procédures en cas de dysfonctionnement d'une machine.

L'exercice simulant un incendie au niveau de la nacelle de l'éolienne E5 a permis de se rendre compte que le numéro de téléphone proposé était fonctionnel et que le personnel d'astreinte était capable d'appliquer rapidement les procédures d'urgence, notamment les actions permettant de prévenir les pompiers et d'arrêter les équipements défectueux et/ou à risques.

L'inspection attire également l'attention de l'exploitant sur la présence d'une remorque sur la plateforme éolienne qui, à priori, n'est pas utilisée dans le cadre de l'exploitation de l'aérogénérateur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Disposition constructive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
--

Thème : Risques accidentels, Disposition constructive
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Le 25 septembre 2023, l'inspection a constaté que la voie d'accès au parc éolien situé au lieu-dit « Les Landes du Tertre », positionné sur la commune de La Prénessaye, était accessible et correctement entretenue. Les abords de la plateforme éolienne étaient propres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Le 25 septembre 2023, la porte d'accès à l'éolienne identifiée E5 était fermée à clé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; • l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; • la mise en garde face aux risques d'électrocution ; • la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

Constats :

L'éolienne, objet du contrôle, est identifiée par l'inscription "E5". Cette inscription est positionnée au-dessus de la porte d'entrée. Cependant, l'inspection constate que le numéro d'identification de l'éolienne est en partie caché par la structure de l'issue.

Les prescriptions applicables par les tiers sont affichées sur un panneau positionné à l'entrée du site. Il est clairement indiqué, à l'aide de texte et de pictogrammes :

- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur,
- la conduite à tenir en cas de situation anormale ;
- le risque d'électrocution ;
- le risque de chute de glace ;
- l'interdiction de s'approcher de l'éolienne en cas d'orage

L'interdiction d'entrer et le risque électrique sont également clairement affichés au niveau de la porte de l'éolienne

Compte tenu des constats effectués, l'inspection demande à l'exploitant de déplacer le numéro d'identification de l'éolienne de telle sorte que celui-ci soit totalement lisible.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22

Thème : Risques accidentels, Risques

Prescription contrôlée :

Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

Constats :

Le numéro inscrit sur la pancarte située à l'entrée du site a permis de joindre un personnel d'astreinte d'EDF Renouvelables.

<p>Cette personne a su déployer la procédure d'urgence, notamment en ce qui concerne les phases d'identification de la personne appelant, de la mise en sécurité de celle-ci et de l'appel des pompiers.</p> <p>Suite à cela, l'arrêt de l'éolienne E5 a été réalisé.</p> <p>Si nécessaire, il aurait été possible de couper l'électricité au niveau du poste de transformation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème : Risques accidentels, Risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désignée et formée est en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; • de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la simulation d'incendie de la nacelle de l'éolienne E5, la personne d'astreinte a :</p> <ul style="list-style-type: none"> • appelé les pompiers en moins de 15 minutes après avoir été informée ; • arrêté l'éolienne en 2 minutes. <p>Si nécessaire, il aurait également été possible de couper l'électricité au niveau du poste de transformation en moins d'une heure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Autre observation en dehors des points de contrôle

L'inspection a constaté la présence d'une remorque sur la plateforme éolienne ; à priori, celle-ci n'appartient pas à l'exploitant.